

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 1356

[C — 2004/29120]

3 MARS 2004. — Décret portant diverses mesures urgentes en matière d'enseignement non obligatoire (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — De l'enseignement universitaire

**CHAPITRE I^{er}. — Modifications du décret du 5 septembre 1994
relatif au régime des études universitaires et des grades académiques**

Article 1^{er}. L'article 11 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques est modifié de la manière suivante :

1° au § 1^{er} est ajouté l'alinéa suivant :

« Ces dispositions s'appliquent également aux étudiants porteurs des titres correspondants délivrés par une institution universitaire de la Communauté flamande, en vertu d'une décision des autorités universitaires et, s'il y échet, aux conditions complémentaires qu'elles fixent. »;

2° au § 3 est ajouté l'alinéa suivant :

« Cette disposition s'applique également aux étudiants porteurs des titres correspondants délivrés par un établissement d'enseignement supérieur de Communauté flamande ou de la Communauté germanophone. »;

3° au § 4 est ajouté l'alinéa suivant :

« Les autorités universitaires définissent les conditions complémentaires auxquelles ces étudiants ont accès aux études de deuxième cycle. »;

4° au § 6, les mots « en application des §§ 1^{er} à 3 et 5 » sont remplacés par « en application des paragraphes précédents ».

Art. 2. L'article 12 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Ces dispositions s'appliquent également aux étudiants porteurs des titres correspondants délivrés par une institution universitaire de la Communauté flamande, en vertu d'une décision des autorités universitaires et, s'il y échet, aux conditions complémentaires qu'elles fixent. »;

Art. 3. L'article 13 du même décret est modifié de la manière suivante :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « qui sanctionne le cycle des études de base auquel ces études se rattachent » sont remplacés par « qui sanctionne le même cycle des études de base »;

2° un nouvel alinéa est inséré après l'alinéa 2, dont le contenu est le suivant :

« Ces dispositions s'appliquent également aux étudiants porteurs des titres correspondants délivrés par un établissement d'enseignement supérieur de Communauté flamande ou de la Communauté germanophone, en vertu d'une décision des autorités universitaires et aux conditions complémentaires qu'elles fixent. »

Art. 4. L'article 14 du même décret est modifié de la manière suivante :

1° le § 4 est complété par l'alinéa suivant :

« Cette disposition s'applique également aux étudiants porteurs des titres correspondants délivrés par une institution universitaire de la Communauté flamande ou par un établissement d'enseignement supérieur de Communauté flamande ou de la Communauté germanophone. »;

2° il est ajouté le paragraphe suivant :

« § 6. Par exception aux dispositions de cet article, les autorités universitaires peuvent, en vue de l'accès à des études spécialisées, à l'exception des études de notariat ou de magistrature, à des études approfondies ainsi qu'à des études et travaux relatifs à la préparation d'une thèse de doctorat qu'elles déterminent, valider des expériences professionnelles ou des acquis personnels d'étudiants qui n'ont pas le grade académique de deuxième cycle mais qui, au terme d'une procédure d'évaluation organisée par les autorités universitaires, justifient d'aptitudes et de connaissances suffisantes pour suivre ces études avec succès. Les autorités universitaires définissent les conditions complémentaires auxquelles ces étudiants ont accès à ces études.

Lorsque ces conditions d'accès complémentaires consistent en une année de formation préalable, cette année de formation est considérée comme la dernière année d'un deuxième cycle.

La détermination des études qui font l'objet de l'exception prévue à l'alinéa précédent doit être approuvée au préalable par le ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions, sur avis collégial des recteurs et après consultation du CIUF. ».

Art. 5. A l'alinéa 5 de l'article 16 du même décret, les mots « à partir de l'année académique 1997-1998, nul ne peut être inscrit aux études » sont remplacés par « nul ne peut être pris en compte en délibération par le jury d'une année d'études ».

Dans ce même alinéa, 2^e phrase, subdivision a), les mots « avant le 1^{er} avril » sont insérés entre les mots « organisé à cette fin » et « par une ou plusieurs institutions universitaires »; le mot « organisé » qui suit y est supprimé.

Dans cette même phrase, la subdivision b) est complétée par les mots « et § 3; ».

CHAPITRE II. — *Modifications de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires*

Art. 6. L'article 48^{quater}, § 2, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires est modifié de la manière suivante :

1° le 3° de l'alinéa 2 est abrogé;

2° à l'alinéa 3, les mots « , 1° et 2°, » sont supprimés.

CHAPITRE III. — *Modifications de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat*

Art. 7. L'article 18 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat est modifié de la manière suivante :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, il est ajouté un 8° dont le contenu est le suivant :

« 8° détermine également l'organisation de l'année académique, qui comprend trente semaines de cours, travaux et exercices, ainsi que les jours de suspension de ces activités. »;

2° au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « Les décisions visées au § 1^{er}, 7° » sont remplacés par les mots « Les décisions visées au § 1^{er}, 7° et 8° ».

CHAPITRE IV. — *Modifications de l'arrêté royal du 23 octobre 1967 portant règlement général des universités et des centres universitaires de l'Etat*

Art. 8. Les articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 23 octobre 1967 portant règlement général des universités et centres universitaires de l'Etat sont abrogés.

TITRE II. — *De l'enseignement supérieur hors université et des hautes écoles*CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique*

Art. 9. A l'article 17, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, les mots « pour le maître de formation pratique et le maître principal de formation pratique dans l'enseignement supérieur organisé en hautes écoles, » sont insérés après les mots « soit dans l'enseignement appliqué, ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté de l'Exécutif du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel de service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 10. A l'article 6, rubrique F, litera a), de l'arrêté de l'Exécutif du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel de service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, pendant la période du 1^{er} septembre 1966 au 31 août 1996, un point 1^{bis} est inséré après le point 1, dont le contenu est le suivant :

« 1^{bis}. chargé de cours de pratique professionnelle; »

CHAPITRE III. — *Modifications de la loi du 7 juillet 1970, relative à la structure générale de l'enseignement supérieur*

Art. 11. L'article 10 de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, est modifié de la manière suivante, pendant la période du 1^{er} septembre 1993 au 31 janvier 1999 :

1° au § 2, les mots « dans certaines matières que le Roi fixe après l'avis du Conseil supérieur compétent » sont supprimés;

2° au § 4, les mots « par avis du Conseil permanent de l'Enseignement supérieur » sont remplacés par les mots « sur avis de la Commission créée par le Gouvernement »;

3° il est inséré un § 4^{bis}, rédigé comme suit :

« § 4^{bis}. Nul ne peut être nommé assistant technicien s'il n'a pas obtenu la reconnaissance de sa notoriété professionnelle en rapport avec la ou les spécialité(s) enseignée(s). Cette notoriété est reconnue par le ministre de l'Education nationale sur proposition du Conseil supérieur permanent. Nul ne peut exercer temporairement la fonction précitée s'il n'est porteur d'un diplôme d'enseignement supérieur du premier degré en rapport avec la ou les spécialité(s) enseignée(s). »

CHAPITRE IV. — *Modifications du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles.*

Art. 12. L'article 22, § 1^{er}, 1°, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles est remplacé par la disposition suivante : « 1° soit d'un certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré à partir de l'année scolaire 1993-1994 par un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice ou de promotion sociale de la Communauté française et homologué par la Commission ad hoc ou d'un même certificat délivré à partir de l'année civile 1994 par le Jury de la Communauté française. »

CHAPITRE V. — *Modifications au décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 13. L'article 7^{bis}, § 3, du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est complété par l'alinéa suivant :

« Les candidats aux fonctions de maîtres-assistants définies ci-dessus sont, pour les années académiques 2000, 2001, 2002, considérés, pour toute la durée de leur carrière au sein de ces fonctions, comme répondant aux conditions du paragraphe 3, 3) du présent article lorsqu'ils bénéficient de la notoriété visée à l'article 4, § 3, du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. »

CHAPITRE VI. — *Modifications du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 14. § 1^{er}. Aux articles 91, 185 et 264 du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, le point 15° est supprimé.

§ 2. Aux articles 95, 189 et 268 du même décret, le point 14° est remplacé par la disposition suivante :

« 14° lorsqu'à l'issue de la sixième année académique qui suit la première désignation de l'enseignant dans un emploi vacant dans la fonction et les cours à conférer, le membre du personnel n'est pas titulaire du titre pédagogique visé à l'article 9, § 2, du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ou, par mesure dérogatoire, d'un des titres pédagogiques visés à l'article 46, alinéa 3, du même décret. »

CHAPITRE VII. — *Modifications du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres du décret des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 15. L'article 2 de décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est complété par un point 26° rédigé comme suit :

« 26° Cours à conférer : l'ensemble d'activités d'enseignement qui peuvent être des cours théoriques, des séances d'application, des travaux pratiques ou des activités d'intégration professionnelle figurant dans les grilles horaires minimales, les grilles horaires spécifiques et les grilles horaires de références, telles que définies par le décret du 27 février 2003 établissant les grades académiques délivrés par les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et fixant les grilles horaires minimales. »

Art. 16. A l'article 46 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est complété comme suit :

« Cette mesure s'applique également aux membres du personnel qui ont acquis au cours de l'année académique 1998-1999 les titres requis selon l'ancienne réglementation. »

2° l'alinéa 5 est complété par les mots suivants :

« , ainsi que les bibliothécaires de la catégorie du personnel auxiliaire d'éducation entrés en fonction avant la constitution des Hautes Ecoles. »

3° un dernier alinéa est ajouté, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2 et à l'article 6, les membres du personnel en fonction avant le 1^{er} février 1999, dont les cours de sténo-dactylographie, d'hôtellerie ou d'audiologie, cours pour lesquels il n'existe pas de cursus universitaires, étaient classés « cours techniques » selon l'ancienne législation, gardent à titre personnel leur droit à la nomination ou à la désignation à titre définitif comme maître-assistant sans précision de cours à conférer ou à une extension de leur nomination ou de leur désignation à titre définitif. »

Art. 17. Dans le chapitre VII du même décret, le titre « Section III : dispositions transitoires » est remplacé par le titre suivant : « Section III : dispositions dérogatoires et transitoires ».

Art. 18. Dans l'annexe I^{er} du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « ou un diplôme de gradué de la catégorie arts appliqués » sont ajoutés en regard du cours à conférer « art, culture et techniques artistiques »;

2° les mots « a. un diplôme d'enseignement artistique supérieur du premier degré ou b. un diplôme d'enseignement supérieur artistique du premier degré; » sont supprimés en regard du cours à conférer « art, culture et techniques artistiques »;

3° les mots « ou le diplôme d'AESI Education de l'enfance inadaptée ou le diplôme d'éducateur » sont ajoutés en regard du cours à conférer « Educateur spécialisé »;

4° les mots « ou le diplôme de gradué en techniques de la photographie ou le diplôme de gradué en techniques de la cinématographie » sont ajoutés en regard du cours à conférer « communication »;

5° les mots « ou le diplôme de gradué en électronique appliquée ou le diplôme de gradué en technologie de l'informatique » sont ajoutés en regard du cours à conférer « électronique »;

6° le cours à conférer « industries graphiques » et les titres requis en regard sont remplacés par le cours à conférer et les titres requis suivants :

« industrie graphiques et infographie

a. le diplôme de gradué en industries graphiques;

b. ou le diplôme de gradué en photomécanique couleurs;

c. ou le diplôme de gradué en infographie;

d. ou le diplôme de gradué en techniques graphiques;

e. ou le diplôme de gradué en arts plastiques, visuels et de l'espace. »

7° Le cours à conférer et le titre requis suivant est inséré :

« audiologie

a. le diplôme de gradué en audiologie;

b. le diplôme de gradué en logopédie. »

8° Le cours à conférer suivant est inséré :

« construction

a. le diplôme de gradué en construction. »

9° Le cours à conférer suivant est inséré :

« technologie en imagerie médicale

a. le diplôme de technologie en imagerie médicale. »

10° Le cours à conférer suivant est inséré :

« informatique

a. le diplôme de gradué en informatique et systèmes;

b. le diplôme de gradué en informatique;

c. le diplôme de gradué en informatique de gestion. »

11° Le cours à conférer suivant est inséré :

« podologie-podothérapie

a. le diplôme de gradué en podologiepodothérapie.»

Art. 19. Dans l'annexe 2 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « ou le diplôme de docteur en sciences vétérinaires ou le diplôme de docteur en médecine vétérinaire; » sont ajoutés en regard du cours à conférer « agronomie »;

2° le cours à conférer suivant est modifié par :

« Art, culture et techniques artistiques

a. un diplôme de l'enseignement supérieur artistique de type long »;

3° les mots « ou le diplôme de licencié complété par le brevet à tenir une bibliothèque publique » sont ajoutés en regard du cours à conférer « bibliothéconomie »;

4° les mots « b. le diplôme du troisième degré artistique supérieur et Arts visuels » sont remplacés par « un diplôme de licencié en arts plastiques, visuels et de l'espace » en face du cours à conférer « dessin et éducation plastique »;

5° les mots « le diplôme de licencié en sciences politiques » sont ajoutés en regard du cours à conférer « sciences sociales »;

6° les mots « ou le diplôme de gradué en kinésithérapie complété par le diplôme de licencié en sciences de la santé publique » sont ajoutés en regard du cours à conférer « sciences biomédicales »;

7° les mots « le diplôme de licencié en musique » sont ajoutés en regard du cours à conférer « musique et éducation musicale »;

8° le cours à conférer suivant est inséré :

« industries graphiques et infographie

a. le diplôme de licencié en informatique;

b. ou le diplôme de licencié en communication appliquée - presse et information;

c. ou le diplôme de licencié en arts plastiques, visuels et de l'espace »;

9° le cours à conférer suivant est inséré :

« électronique

a. le diplôme d'ingénieur industriel;

b. ou le diplôme d'ingénieur civil »

10° le cours à conférer suivant est inséré :

« techniques de l'image

a. un diplôme d'enseignement supérieur de type long ou universitaire correspondant au cours à conférer;

b. s'il n'existe pas de titre visé au point a., le diplôme de gradué en techniques de l'image ou le diplôme de gradué en infographie ou le diplôme de gradué en techniques graphiques.

TITRE III. — De l'enseignement supérieur artistique

CHAPITRE I^{er}. — Modifications de l'arrêté royal du 15 avril 1958

portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique

Art. 20. Dans l'article 5, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique tel qu'il a été modifié en dernier lieu par le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Écoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), les mots « Par dérogation aux dispositions des b) et c) ci-dessus, » sont remplacés par les mots « Par dérogation aux dispositions des b), c) et e) ci-dessus, ».

Art. 21. A l'article 16 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er}, A, r), est remplacé par la disposition suivante :

« r) les services effectifs que le membre du personnel a prestés avant le 1^{er} septembre 2002 dans un établissement d'enseignement artistique organisé par l'Etat ou par la Communauté française comme titulaire d'une fonction non exclusive »;

2° le § 1^{er}, B, alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

« a) le temps que le membre du personnel a passé comme titulaire d'une fonction à prestations incomplètes avant le 1^{er} septembre 1997 dans une école de l'Etat, de la Colonie, d'une province, d'une commune, d'une administration subordonnée à une province ou à une commune, dans une école inspectée ou subventionnée par l'Etat ou par la Colonie ou dans un établissement d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ou par la Communauté germanophone. »

Art. 22. Dans l'article 17, § 3, du même arrêté, introduit par l'arrêté royal du 18 avril 1977, les mots « ou en cours spéciaux » sont remplacés par les mots « ou en cours spéciaux ou en cours artistiques ».

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements*

Art. 23. A l'article 10 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la communauté française et des internats dépendant de ces établissements, tel qu'il a été modifié, les mots « les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux écoles supérieures des arts » sont complétés par les mots « à l'exception des membres du personnel visés par l'article 469 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en écoles supérieures des arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) ».

Art. 24. A l'article 11 du même arrêté, les mots « les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux écoles supérieures des arts » sont complétés par les mots « à l'exception des membres du personnel visés par l'article 469 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en écoles supérieures des arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) ».

Art. 25. A l'article 12 du même arrêté, les mots « les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux écoles supérieures des arts » sont complétés par les mots « à l'exception des membres du personnel visés par l'article 469 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en écoles supérieures des arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) ».

CHAPITRE III. — *Modifications à la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur*

Art. 26. L'article 1^{er}, § 4, de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, elle s'applique aux membres du personnel visés par l'article 469 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en écoles supérieures des arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) ».

CHAPITRE IV. — *Modification à la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977*

Art. 27. Un article 77bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Article 77bis. Les membres du personnel enseignant des Ecoles supérieures des Arts qui exercent en dehors de l'enseignement une profession à caractère artistique soit comme indépendant, soit sous contrat d'emploi, ne peuvent bénéficier d'aucune rémunération pour des prestations dans l'enseignement qui dépassent une fonction à prestations complètes. »

CHAPITRE V. — *Modifications de l'arrêté royal n° 63 du 20 juillet 1982 modifiant les dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit*

Art. 28. A l'article 7, § 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal n° 63 du 20 juillet 1982 modifiant les dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit, modifié par l'arrêté royal n° 269 du 31 décembre 1983 et par le décret du 8 février 1999, les mots « et des Ecoles supérieures des Arts » sont insérés entre les mots « des Hautes Ecoles » et « organisées ou subventionnées ».

Art. 29. Un article 7ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 7ter. § 1^{er}. Les membres du personnel des Ecoles supérieures des Arts désignés ou engagés dans une fonction d'assistant, conformément aux articles 108, § 2, 233, § 2 et 363, § 2, du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), sont payés mensuellement. Pour les mois pendant lesquels le traitement mensuel n'est pas entièrement dû, ils reçoivent une rétribution journalière égale à 1/360 du traitement annuel pour chaque jour de leur désignation ou engagement.

Les dispositions de l'article 7, § 1^{er}, ne leur sont pas applicables.

§ 2. Les membres du personnel des Ecoles supérieures des Arts auxquels un mandat de conférencier a été confié sont payés mensuellement. Leur rétribution est calculée au prorata du nombre d'heures attachées à leur mandat. Chaque heure est rétribuée à raison d'1/600 du traitement annuel.

Les dispositions de l'article 7, § 1^{er}, ne leur sont pas applicables. »

CHAPITRE VI. — *Modifications au décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique*

Art. 30. Le dernier alinéa de l'article 11 du décret du 17 mai 1999, relatif à l'enseignement supérieur artistique, est remplacé par les alinéas suivants :

« Dans les établissements qui les organisent, les études conduisant à l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur comportent 300 heures de cours. Le Gouvernement détermine les matières de ces études, règle leur organisation et leur fonctionnement.

En ce qui concerne le Jury de la Communauté française, le Gouvernement détermine les matières de l'épreuve, règle son organisation, nomme le président et les membres du jury et règle tout ce qui concerne son organisation et son fonctionnement. »

Art. 31. Le § 5 de l'article 14 du même décret est remplacé par le paragraphe suivant :

« Il est institué un grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour le domaine de la musique.

Ce grade est conféré et le diplôme y afférent est délivré :

1° soit par l'établissement où sont organisées les études qui y préparent;

2° soit par un jury de la Communauté française devant lequel l'épreuve est présentée.

Sont admis à se présenter aux examens conduisant à l'obtention du grade et du diplôme précités les porteurs du diplôme de licencié en musique.

Dans les établissements qui les organisent, les études conduisant à l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur comportent 450 heures de cours. Le Gouvernement détermine les matières de ces études, règle leur organisation et leur fonctionnement.

En ce qui concerne le Jury de la Communauté française, le Gouvernement détermine les matières de l'épreuve, règle son organisation, nomme le président et les membres du jury et règle tout ce qui concerne son organisation et son fonctionnement. »

Art. 32. Le § 5 de l'article 19 du même décret est remplacé par le paragraphe suivant :

« Il est institué un grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour le domaine du théâtre et des arts de la parole.

Ce grade est conféré et le diplôme y afférent est délivré :

1° soit par l'établissement où sont organisées les études qui y préparent;

2° soit par un jury de la Communauté française devant lequel l'épreuve est présentée.

Sont admis à se présenter aux examens conduisant à l'obtention du grade et du diplôme précités les porteurs du diplôme de licencié en théâtre et en arts de la parole.

Dans les établissements qui les organisent, les études conduisant à l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur comportent 450 heures de cours. Le Gouvernement détermine les matières de ces études, règle leur organisation et leur fonctionnement.

En ce qui concerne le Jury de la Communauté française, le Gouvernement détermine les matières de l'épreuve, règle son organisation, nomme le président et les membres du jury et règle tout ce qui concerne son organisation et son fonctionnement. »

Art. 33. Le dernier alinéa de l'article 23 du même décret est remplacé par les alinéas suivants :

« Dans les établissements qui les organisent, les études conduisant à l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur comportent 300 heures de cours. Le Gouvernement détermine les matières de ces études, règle leur organisation et leur fonctionnement.

En ce qui concerne le Jury de la Communauté française, le Gouvernement détermine les matières de l'épreuve, règle son organisation, nomme le président et les membres du jury et règle tout ce qui concerne son organisation et son fonctionnement. »

Art. 34. L'article 29 du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique est complété de l'alinéa suivant :

« Les formes et mentions des diplômes ainsi que de leurs suppléments sont fixés par le Gouvernement. »

CHAPITRE VII. — *Modifications au décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)*

Art. 35. L'article 16 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), est complété de l'alinéa suivant :

« Lorsque plusieurs domaines sont organisés, les avis relatifs à la constitution des commissions de recrutement, les avis sur les rapports desdites commissions et les avis concernant les étudiants d'un seul domaine, sont émis par un conseil des options du domaine incriminé réuni à cet effet. Ces avis sont ensuite soumis au Conseil de gestion pédagogique. Lorsqu'il estime ne pas pouvoir suivre lesdits avis, il les renvoie devant le Conseil des Options en motivant ce renvoi, et ce, sans préjudice du second alinéa de l'article 21. Le Conseil des options dispose alors de 10 jours ouvrables pour émettre de nouvelles propositions. »

Art. 36. A l'article 17 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° la phrase « de 2 représentants des assistants lorsque cette fonction est attribuée; » est remplacée par « de 2 représentants des assistants lorsque cette fonction est attribuée représentant chaque domaine organisé; »;

2° la phrase « les membres visés au 6° ont un suppléant » est remplacée par la phrase : « à l'exception des membres visés au 1°, chaque membre a un suppléant, désigné ou élu selon les mêmes modalités que les membres effectifs ».

Art. 37. A l'article 18 du même décret, deux nouveaux alinéas sont insérés après l'alinéa 3, dont le contenu est le suivant :

« Pour l'élection des représentants visés aux alinéas 1^{er} et 3 et lorsque plusieurs domaines sont organisés, il y a lieu de constituer un collège électoral par domaine.

Lorsqu'un professeur ou accompagnateur exerce ses fonctions au sein de l'Ecole supérieure des Arts dans plusieurs domaines, il fait choix du domaine dans lequel il est électeur et s'il échet, candidat. »

Art. 38. L'article 54 du même décret est complété par le paragraphe suivant :

« § 6. Un encadrement spécifique est alloué aux écoles pour l'organisation de l'agrégation sur base du calcul suivant :

A l'issue de chaque année académique, les étudiants ayant obtenu le grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur et le diplôme y afférent sont comptabilisés. Le produit de leur nombre par le coefficient de 0.04, correspond à l'encadrement exprimé en unités d'emploi attribuées à l'Ecole supérieure des Arts pour l'année académique suivante en supplément de l'encadrement octroyé conformément aux précédents paragraphes du présent article ».

Art. 39. L'article 464 du même décret est complété par le texte suivant :

« Les élèves réguliers des conservatoires royaux de musique, en cours d'études au moment de l'entrée en vigueur du présent décret, sont autorisés à poursuivre le cycle d'études jusqu'à l'obtention du diplôme d'aptitude pédagogique et au plus tard le 31 août 2008 ».

Art. 40. A l'article 516 du même décret les mots « le 31 août 2003 » sont remplacés par les mots suivants : « le 31 août 2008 ».

Art. 41. Dans l'article 62, 1^o, du même décret, les mots « l'article 4 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 » sont remplacés par les mots « l'article 5 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 ».

Art. 42. L'article 70 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 70. Les fonctions visées à l'article 69, 5^o et 6^o, sont toujours exercées en fonction principale et les fonctions visées à l'article 69, 3^o et 4^o, sont exercées soit en fonction principale, soit en fonction accessoire dans le respect des dispositions de l'article 5 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique.

L'exercice des fonctions visées à l'article 69, 1^o et 2^o, n'est pas soumis aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique. »

Art. 43. A l'article 72, § 2, du même décret, les phrases « La charge hebdomadaire à prestations complètes d'un conférencier comporte 20 heures par semaine. Elle est divisible en vingtième de charge » sont remplacées par l'alinéa suivant :

« La charge à prestations complètes d'un conférencier comporte 600 heures par année.

Elle est divisible en six centièmes de charge. »

Art. 44. L'article 76 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 76. Les fonctions visées à l'article 75, 3^o et 4^o, sont toujours exercées en fonction principale et la fonction visée à l'article 75, 2^o, est exercée soit en fonction principale, soit en fonction accessoire dans le respect des dispositions de l'article 5 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique.

L'exercice de la fonction visée à l'article 75, 1^o, n'est pas soumis aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique. »

Art. 45. A l'article 78 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1^o au § 1^{er}, les phrases « La charge hebdomadaire à prestations complètes d'un conférencier comporte 20 heures par semaine. Elle est divisible en vingtième de charge. » sont remplacées par l'alinéa suivant :

« La charge à prestations complètes d'un conférencier comporte 600 heures par année. Elle est divisible en six centièmes de charge. »

Art. 46. Dans l'article 100, alinéa 2, du même décret, les mots « par changement d'affectation, » sont insérés entre les mots « nommés à titre définitif » et « par mutation ».

Art. 47. L'article 101 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Les mandats de conférencier, à l'exception de ceux qui concernent des cours présents à la grille des étudiants et pour lesquels aucun professeur n'est désigné à titre temporaire ou nommé à titre définitif, ne sont pas visés par le présent article. »

Art. 48. Dans l'article 104, § 1^{er}, alinéa 3, du même décret, les mots « de gestion » sont insérés entre les mots « l'avis du Conseil » et « pédagogique ».

Art. 49. A l'article 108 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans le § 2, les mots « visée à l'article 101 » sont remplacés par les mots « visée à l'article 100 »;

2^o le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'année scolaire 2002-2003 et par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les désignations dans une fonction d'assistant sont effectuées par le Gouvernement pour une durée d'une année académique maximum. Ces désignations n'entrent pas en ligne de compte dans le terme des mandats fixé à l'alinéa 1^{er}. »

Art. 50. Dans l'article 124, alinéa 2, du même décret, les mots « de gestion » sont insérés entre les mots « l'avis du Conseil » et « pédagogique ».

Art. 51. Il est inséré dans la Quatrième Partie, Titre III, Chapitre II, Section 3, une sous-section *3bis*, rédigée comme suit :

« Sous-section *3bis*. — Des dispositions particulières applicables au régime de congés des mandataires.

Article 124*bis*. Pendant la durée du mandat, le mandataire ne peut :

1° obtenir un congé pour interruption de la carrière professionnelle, à l'exception de l'interruption de carrière pour donner des soins palliatifs, pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille jusqu'au deuxième degré qui souffre d'une maladie grave ou lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant dans le cadre du congé parental;

2° obtenir un congé pour mission ou une disponibilité pour mission spéciale;

3° obtenir un congé pour accomplir un stage dans un autre emploi de l'Etat, des provinces, des communes, d'un établissement public assimilé, d'une école officielle ou d'une école libre subventionnée;

4° obtenir un congé pour présenter sa candidature aux élections législatives ou provinciales;

5° obtenir un congé pour suivre des cours, se préparer à passer des examens et subir des examens;

6° obtenir un congé pour subir les épreuves prévues par l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité;

7° obtenir un congé pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement;

8° obtenir un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles ou un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles, accordées au membre du personnel qui a au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans, ou un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles, accordées au membre du personnel âgé de 50 ans;

9° obtenir un congé politique;

10° obtenir une disponibilité pour convenances personnelles;

11° obtenir une disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite sur la base des dispositions de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux. »

Art. 52. A l'article 128 du même décret, 1^{er} alinéa, les mots « pour la fonction considérée et pour le cours à conférer, » sont insérés entre les mots « Le Gouvernement nomme à titre définitif le membre du personnel, désigné à titre temporaire pour une durée indéterminée » et les mots : « qui y compte la plus grande ancienneté de service telle que visée à l'article 163 ».

Art. 53. L'article 151, alinéa 3, du même décret, est complété comme suit :

« 11) de maternité;

12) d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officielle;

13) parentaux;

14) pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement;

15) pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordées au membre du personnel âgé de 50 ans ou qui a au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans;

16) pour des motifs impérieux d'ordre familial. »

Art. 54. L'article 163 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'application des dispositions du présent article, les services rendus avant le 1^{er} septembre 2002 dans les établissements d'enseignement artistique supérieur du 3^e degré, dans les établissements d'enseignement supérieur du 3^e degré des arts du spectacle et techniques de diffusion, dans les établissements d'enseignement supérieur artistique de type court et dans les conservatoires royaux de musique sont considérés comme ayant été rendus dans une Ecole supérieure des Arts. »

Art. 55. Un article 163*bis* est inséré dans le même décret, dont le contenu est le suivant :

« Article 163*bis*. Par dérogation à l'article 163, l'ancienneté de service, visée aux articles 128, 143, 160, § 1^{er}, 161 alinéa 1^{er} et 162, des membres du personnel ayant exercé des fonctions dans les établissements d'enseignement supérieur artistique ou d'enseignement artistique supérieur avant le 1^{er} septembre 2002 et dans les Ecoles supérieures des Arts au cours de l'année académique 2002-2003, est calculée, pour sa partie antérieure au 1^{er} septembre 2002, conformément à l'article 39 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, tel qu'il a été modifié en dernier lieu par le décret du 20 décembre 2001 et aux articles 3*sexties* et 3*septies* de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements. »

Art. 56. A l'article 207 du même décret, 8°, les mots : « dans une fonction considérée et des cours à conférer, » sont insérés entre les mots « pour permettre l'attribution » et les mots : « à un membre du personnel enseignant de la même Ecole supérieure des Arts nommé à titre définitif ».

Art. 57. A l'article 207 du même décret, 9°, les mots : « dans la fonction considérée et pour le cours à conférer, » sont insérés entre les mots « pour permettre l'attribution à un membre du personnel enseignant de la même Ecole supérieure des Arts désigné à titre temporaire pour une durée indéterminée » et les mots « d'une charge complète ou d'une fraction de charge. »

Art. 58. Dans l'article 225 du même décret, les mots « par changement d'affectation » sont insérés entre les mots « nommés à titre définitif » et « par mutation ».

Art. 59. L'article 226 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Les mandats de conférencier, à l'exception de ceux qui concernent des cours présents à la grille des étudiants et pour lesquels aucun professeur n'est désigné à titre temporaire ou nommé à titre définitif, ne sont pas visés par le présent article. »

Art. 60. A l'article 233 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 2, les mots « visées à l'article 226 » sont remplacés par les mots « visées à l'article 225 »;

2° le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'année scolaire 2002-2003 et par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les désignations dans une fonction d'assistant sont effectuées par le Pouvoir organisateur pour une durée d'une année académique maximum. Ces désignations n'entrent pas en ligne de compte dans le terme des mandats fixé à l'alinéa 1^{er}. »

Art. 61. Il est inséré dans la Quatrième Partie, Titre IV, Chapitre II, Section 3, une sous-section 3bis, rédigée comme suit :

« Sous-section 3bis. — Des dispositions particulières applicables au régime de congés des mandataires.

Article 251bis. Pendant la durée du mandat, le mandataire ne peut :

1° obtenir un congé pour interruption de la carrière professionnelle, à l'exception de l'interruption de carrière pour donner des soins palliatifs, pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille jusqu'au deuxième degré qui souffre d'une maladie grave ou lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant dans le cadre du congé parental;

2° obtenir un congé pour mission ou une disponibilité pour mission spéciale;

3° obtenir un congé pour accomplir un stage dans un autre emploi de l'Etat, des provinces, des communes, d'un établissement public assimilé, d'une école officielle ou d'une école libre subventionnée;

4° obtenir un congé pour présenter sa candidature aux élections législatives ou provinciales;

5° obtenir un congé pour suivre des cours, se préparer à passer des examens et subir des examens;

6° obtenir un congé pour subir les épreuves prévues par l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité;

7° obtenir un congé pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement;

8° obtenir un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles ou un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles, accordées au membre du personnel qui a au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans, ou un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles, accordées au membre du personnel âgé de 50 ans;

9° obtenir un congé politique;

10° obtenir une disponibilité pour convenances personnelles;

11° obtenir une disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite sur la base des dispositions de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux. »

Art. 62. L'article 278 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'application des dispositions du présent article, les services rendus avant le 1^{er} septembre 2002 dans les établissements d'enseignement artistique supérieur du 2^e degré et dans les établissements d'enseignement supérieur artistique de type court sont considérés comme ayant été rendus dans une Ecole supérieure des Arts. »

Art. 63. Un article 278bis est inséré dans le même décret, dont le contenu est le suivant :

« Article 278bis. Par dérogation à l'article 278, l'ancienneté de service, visée aux articles 255, alinéa 2; 261, 275, § 1^{er}, 276 et 277, des membres du personnel ayant exercé des fonctions dans les établissements d'enseignement supérieur artistique ou d'enseignement artistique supérieur avant le 1^{er} septembre 2002 et dans les Ecoles supérieures des Arts au cours de l'année académique 2002-2003, est calculée, pour sa partie antérieure au 1^{er} septembre 2002, conformément à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiaire de l'enseignement officiel subventionné et à l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, et artistique officiels subventionnés. »

Art. 64. Dans l'article 355, alinéa 2, du même décret, les mots « par changement d'affectation, » sont insérés entre les mots « engagés à titre définitif » et « par mutation ».

Art. 65. L'article 356 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Les mandats de conférencier, à l'exception de ceux qui concernent des cours présents à la grille des étudiants et pour lesquels aucun professeur n'est engagé à titre temporaire ou à titre définitif, ne sont pas visés par le présent article. »

Art. 66. L'article 363, § 2, du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'année 2002-2003 et par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les engagements dans une fonction d'assistant sont effectués par le Pouvoir organisateur pour une durée d'une année académique maximum. Ces engagements n'entrent pas en ligne de compte dans le terme des mandats fixé à l'alinéa 1^{er}. »

Art. 67. Il est inséré dans la Quatrième Partie, Titre V, Chapitre II, Section 3, une sous-section *3bis*, rédigée comme suit :

« Sous-section *3bis*. — Des dispositions particulières applicables au régime de congés des mandataires.

Article *381bis*. Pendant la durée du mandat, le mandataire ne peut :

1° obtenir un congé pour interruption de la carrière professionnelle, à l'exception de l'interruption de carrière pour donner des soins palliatifs, pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille jusqu'au deuxième degré qui souffre d'une maladie grave ou lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant dans le cadre du congé parental;

2° obtenir un congé pour mission ou une disponibilité pour mission spéciale;

3° obtenir un congé pour accomplir un stage dans un autre emploi de l'Etat, des provinces, des communes, d'un établissement public assimilé, d'une école officielle ou d'une école libre subventionnée;

4° obtenir un congé pour présenter sa candidature aux élections législatives ou provinciales;

5° obtenir un congé pour suivre des cours, se préparer à passer des examens et subir des examens;

6° obtenir un congé pour subir les épreuves prévues par l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité;

7° obtenir un congé pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement;

8° obtenir un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles ou un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles, accordées au membre du personnel qui a au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans, ou un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles, accordées au membre du personnel âgé de 50 ans;

9° obtenir un congé politique;

10° obtenir une disponibilité pour convenances personnelles;

11° obtenir une disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite sur la base des dispositions de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux. »

Art. 68. L'article 410 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'application des dispositions du présent article, les services rendus avant le 1^{er} septembre 2002 dans les établissements d'enseignement artistique supérieur du 2^e degré, dans les établissements d'enseignement supérieur du troisième degré des arts du spectacle et techniques de diffusion, dans les établissements d'enseignement supérieur artistique de type court et à l'Institut de musique d'église et de pédagogie musicale sont considérés comme ayant été rendus dans une Ecole supérieure des Arts. »

Art. 69. Un article *410bis* est inséré dans le même décret, dont le contenu est le suivant :

« Article *410bis*. Par dérogation à l'article 410, l'ancienneté de service, visée aux articles 385, 391, 407, 408 et 409, dans les établissements d'enseignement supérieur artistique ou d'enseignement artistique supérieur avant le 1^{er} septembre 2002 et dans les Ecoles supérieures des Arts au cours de l'année académique 2002-2003, est calculée, pour sa partie antérieure au 1^{er} septembre 2002 conformément à l'article 47 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné et à l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1995 réglementant la mise en disponibilité par défaut d'emploi, la réaffectation et l'octroi d'une subvention-traitement d'attente dans les enseignements secondaire ordinaire et spécial, secondaire artistique à horaire réduit, et artistique libres subventionnés. »

Art. 70. L'article 458 du même décret est complété des deux alinéas suivants :

« L'alinéa 1^{er} s'applique également à l'ensemble des membres du personnel nommé à titre définitif dans une fonction non exclusive visés par l'article 461, § 1^{er}, et qui n'ont pas opté pour le maintien du caractère non exclusif de leurs fonctions. Ils seront réputés être nommés à titre définitif avec effet au 1^{er} septembre 2002 à concurrence du nombre d'heures de cours qu'ils assumaient durant l'année académique 2001-2002, en ce compris les heures complémentaires prestées en application de l'article 13 de l'arrêté royal du 25 juin 1973 fixant les conditions d'admission des élèves et la durée des cours dans les conservatoires royaux de musique. »

Art. 71. L'article 461 du même décret est modifié de la manière suivante :

1° au § 1^{er}, 1^{er} alinéa, les mots « exercent une autre fonction dans l'enseignement, une fonction statutaire ou une fonction salariée » sont remplacés par les mots « qui bénéficient d'une rémunération ou d'une pension du chef d'une autre fonction dans l'enseignement, d'une fonction statutaire ou d'une fonction salariée »;

2° est ajouté le paragraphe suivant :

« § 5. Pour l'application des dispositions relatives au calcul de l'ancienneté de service prévues à l'article 163, les titulaires d'une fonction non exclusive sont considérés comme ayant exercé une fonction à prestations complètes, indépendamment du volume horaire de la charge exercée avant l'entrée en vigueur du présent décret. »

Art. 72. A l'article 466 du même décret, les mots « conformément à l'article 101 » sont remplacés par les mots « conformément à l'article 100 ».

Art. 73. L'article 471 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Article 471. Tant que les articles 151, 152, 153, 156, 270 et 403 ne font pas l'objet de dispositions d'application spécifiques, les membres du personnel bénéficient de congés et sont mis en non-activité ou en disponibilité, conformément aux dispositions décrétales et réglementaires applicables aux membres du personnel directeur et enseignant soumis à l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements. »

TITRE IV. — Dispositions complémentaires

Art. 74. A l'article 5bis, § 1^{er}, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 1^{er} est ajouté un *littera f*) rédigé comme suit :

« *f*) pouvoirs organisateurs organisant des établissements d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit. »;

2° A l'alinéa 2, 1°, les mots « et des écoles secondaires spéciales » sont remplacés par les mots « , des écoles secondaires spéciales et des établissements d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit. ».

Art. 75. A l'article 32, § 2, de la même loi, il est ajouté un nouvel alinéa libellé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le montant des subventions de fonctionnement accordé par élève régulier dans les Ecoles supérieures des Arts, dans les instituts supérieurs d'architecture et dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit est fixé, à partir de l'année 2003, au montant accordé pour l'année 2002 tel qu'il a été établi sur base de l'article 21, alinéa 2 du décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire, adapté selon le rapport de l'indice général des prix à la consommation entre le 1^{er} janvier de l'année concernée et le 1^{er} janvier 2002. »

Art. 76. § 1^{er}. Dans l'annexe 2 de l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel de direction et attaché, du personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du personnel paramédical et du personnel spécialisé des universités et facultés universitaires de la Communauté française, les mots « Dessinateur principal » sont ajoutés sous les mots « Surveillant principal des travaux » en regard du nouveau grade « Premier agent spécialisé ».

§ 2. Dans la même annexe, les mots « Dessinateur en chef » sont supprimés du nouveau grade « Premier agent spécialisé principal » et déplacés sous les mots « Premier surveillant en chef des travaux » en regard du nouveau grade « Agent spécialisé en chef ».

Art. 77. Dans l'arrêté royal du 30 octobre 1971, fixant le statut du personnel de direction et attaché, du personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du personnel paramédical et du personnel spécialisé des universités et facultés universitaires de la Communauté française, il est inséré un article 69bis rédigé comme suit :

« Le régime des congés applicable aux agents des services du gouvernement de la Communauté française visés par l'Arrêté du gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française est applicable aux personnels visés par le présent arrêté.

Toutefois, les attributions que ces dispositions confèrent au ministre ou au secrétaire général ou aux chefs d'administration ou au Conseil de direction sont exercées par le conseil d'administration. »

TITRE V. — Entrée en vigueur

Art. 78. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2003, à l'exception des articles 20 à 29 et 41 à 73 qui produisent leurs effets le 1^{er} septembre 2002, de l'article 18, 3°, qui produit ses effets au 1^{er} janvier 1999 et des articles 28, 76 et 77 qui produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2003.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 mars 2004.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
O. CHASTEL

La Ministre de l'enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 486-1. — Amendements de commission, n° 486-2. — Rapport, n° 486-3. *Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 17 février 2004.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 1356

[C — 2004/29120]

3 MAART 2004. — Decreet houdende verschillende dringende maatregelen inzake niet verplicht onderwijs (1)

Het Parlement heeft aangenomen en wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Universitair onderwijs**HOOFDSTUK I. — Wijziging van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden**

Artikel 1. Artikel 11 van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden

wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1 wordt het volgende lid toegevoegd :

« Die bepalingen zijn ook van toepassing op de studenten die houder zijn van de overeenstemmende bekwaamheidsbewijzen, uitgereikt door een universitaire instelling van de Vlaamse Gemeenschap, krachtens een beslissing van het bestuur van de universiteit en, in voorkomend geval, onder de door deze te bepalen aanvullende voorwaarden. »;

2° in § 3 wordt het volgende lid toegevoegd :

« Die bepaling is ook van toepassing op de studenten die houder zijn van de overeenstemmende bekwaamheidsbewijzen, uitgereikt door een instelling voor hoger onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap of van de Duitstalige Gemeenschap. »;

3° in § 4 wordt het volgende lid toegevoegd :

« Het bestuur van de universiteit bepaalt de aanvullende voorwaarden waaronder die studenten toegang hebben tot de studies van de tweede cyclus. »;

4° in § 6, worden de woorden « met toepassing van de §§ 1 tot 3 en 5 » vervangen door « met toepassing van de vorige paragrafen ». »

Art. 2. Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende lid :

« Die bepalingen zijn eveneens van toepassing op studenten die houder zijn van de overeenstemmende bekwaamheidsbewijzen uitgereikt door een universitaire instelling van de Franse Gemeenschap, krachtens een beslissing van het bestuur van de universiteit en, in voorkomend geval, onder de aanvullende voorwaarden die het vaststelt. »;

Art. 3. Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid, worden de woorden « die de cyclus basisstudies bekrachtigt waarop aanvullende studies betrekking hebben » vervangen door de woorden « die dezelfde cyclus basisstudie bekrachtigt »;

2° na het tweede lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Die bepalingen zijn eveneens van toepassing op de studenten die houder zijn van de overeenstemmende bekwaamheidsbewijzen uitgereikt door een instelling voor hoger onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap of van de Duitstalige Gemeenschap, krachtens een beslissing van het bestuur van de universiteit en onder de aanvullende voorwaarden die het vaststelt. »

Art. 4. Artikel 14 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° § 4 wordt aangevuld met het volgende lid :

« Die bepaling is eveneens van toepassing op de studenten die houder zijn van de overeenstemmende bekwaamheidsbewijzen uitgereikt door een universitaire instelling van de Vlaamse Gemeenschap of door een instelling voor hoger onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap of van de Duitstalige Gemeenschap. »;

2° de volgende paragraaf wordt toegevoegd :

« § 6. In afwijking van de bepalingen van dat artikel, kan het bestuur van de universiteit, met het oog op de toegang tot gespecialiseerde studies, met uitzondering van de studies notariaat of magistratuur, tot grondige studies alsook tot studies en werkzaamheden in verband met de voorbereiding van een doctoraatsverhandeling die het vaststelt, beroepservaringen of persoonlijke verworvenheden bekrachtigen van studenten die niet de academische graad van de tweede cyclus bezitten maar die, op het einde van een evaluatieprocedure georganiseerd door het bestuur van de universiteit, het bewijs leveren van vaardigheden en kennis die voldoende zijn om die studie met succes te kunnen volgen. Het bestuur van de universiteit bepaalt de aanvullende voorwaarden waaronder die studenten tot die studies toegang hebben.

Wanneer die aanvullende toegangsvoorwaarden betrekking hebben op een jaar voorafgaande vorming, wordt dat vormingsjaar beschouwd als het laatste jaar van een tweede cyclus.

De bepaling van de studies waarop de uitzondering bedoeld in vorig lid van toepassing is, moet vooraf door de minister bevoegd voor het hoger onderwijs worden goedgekeurd, op collegiaal advies van de rectoren en na raadpleging van de Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap. »

Art. 5. In lid 5 van artikel 16 van hetzelfde decreet, worden de woorden « vanaf het academiejaar 1997-1998 kan niemand ingeschreven worden voor de studies » vervangen door de woorden « kan niemand voor deliberatie in aanmerking worden genomen door de examencommissie van een studiejaar ».

In datzelfde lid, 2e zin, onderafdeling a), worden de woorden « vóór 1 april » ingevoegd tussen de woorden « daartoe georganiseerd » en de woorden « door één of meer universitaire instellingen »; het woord « georganiseerd » dat volgt, wordt geschrapt.

In diezelfde zin, wordt onderafdeling b) aangevuld met de woorden « en § 3; ».

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen*

Art. 6. Artikel 48^{quater}, § 2, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen wordt gewijzigd als volgt :

1° 3° van het tweede lid wordt opgeheven;

2° in het derde lid, worden de woorden « , 1° en 2° , » geschrapt.

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat*

Art. 7. Artikel 18 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, eerste lid, wordt een 8° toegevoegd, luidend als volgt :

« 8° Hij bepaalt ook de organisatie van het academiejaar, dat dertig weken cursussen, werkzaamheden en oefeningen omvat, alsook de dagen schorsing van die werkzaamheden. »;

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden « De beslissingen bedoeld in § 1, 7° » vervangen door de woorden « de beslissingen bedoeld in § 1, 7° en 8° ».

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 23 oktober 1967 houdende het algemeen reglement voor de rijksuniversiteiten en de rijksuniversitaire centra*

Art. 8. De artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 23 oktober 1967 houdende het algemeen reglement voor de rijksuniversiteiten en de rijksuniversitaire centra worden opgeheven.

TITEL II. — **Hoger onderwijs buiten de universiteit en hogescholen**HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs*

Art. 9. In artikel 17, § 1, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, worden de woorden « voor de praktijkmeester en de eerstaanwezend praktijkmeester in het hoger onderwijs georganiseerd in de hogescholen » ingevoegd na de woorden « hetzij in het toegepast onderwijs, ».

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het besluit van de Executieve van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen*

Art. 10. In artikel 6, F, a), van het besluit van de Executieve van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het maatschappelijk personeel der inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en de ambten van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, gedurende de periode van 1 september 1966 tot 31 augustus 1996, wordt een punt 1^{bis} ingevoegd na punt 1, luidend als volgt :

« 1^{bis}. praktijkdocent; ».

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs*

Art. 11. Artikel 10 van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, wordt, gedurende de periode van 1 september 1993 tot 31 januari 1999, gewijzigd als volgt :

1° in § 2 worden de woorden « in bepaalde leervakken die de Koning bepaalt na advies van de bevoegde Hoge Raad » geschrapt;

2° in § 4, worden de woorden « op advies van de Vaste Raad voor het Hoger Onderwijs » vervangen door de woorden « op advies van de door de Regering opgerichte Commissie »;

3° er wordt een § 4^{bis} ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4^{bis}. Niemand kan tot technisch assistent worden benoemd als hij niet de erkenning van zijn beroepsbekendheid in verband met het(de) leervak(ken) heeft gekregen. Die bekendheid wordt door de minister van Nationale Opvoeding erkend op de voordracht van de Vaste Hoge Raad. Niemand kan het voormelde ambt tijdelijk uitoefenen, als hij niet houder is van een diploma van het hoger onderwijs van de eerste graad in verband met het(de) leervak(ken). »

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen*

Art. 12. Artikel 22, § 1, 1°, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen wordt vervangen door de volgende bepaling : « 1° een getuigschrift van hoger secundair onderwijs uitgereikt vanaf het schooljaar 1993-1994 door een inrichting voor secundair onderwijs met volledig leerplan of voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap en gehomologeerd door de gepaste Commissie, of één zelfde getuigschrift uitgereikt vanaf het burgerlijk jaar 1994 door de examencommissie van de Franse Gemeenschap; ».

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen*

Art. 13. Artikel 7^{bis}, § 3, van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen wordt aangevuld door het volgende lid :

« De kandidaten voor de bovenvermelde ambten van meesterassistent worden, voor de academiejaren 2000, 2001, 2002, geacht, voor de hele duur van hun loopbaan binnen die ambten, als voldoende aan de voorwaarden van paragraaf 3, 3) van dit artikel, wanneer ze de bekendheid genieten bedoeld in artikel 4, § 3, van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK VI. — Wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 14. § 1. In de artikelen 91, 185 en 264 van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt punt 15° geschrapt.

§ 2. In de artikelen 95, 189 en 268 van hetzelfde decreet, wordt punt 14° vervangen door de volgende bepaling :

« 14° wanneer het personeelslid, op het einde van het zesde academiejaar dat volgt op de eerste aanstelling van de leerkracht in een betrekking die vacant is in het toe te kennen ambt en in de toe te kennen cursussen, geen houder is van het pedagogisch bekwaamheidsbewijs bedoeld in artikel 9, § 2, van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, of, bij wijze van afwijkingsmaatregel, van één van de pedagogische bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 46, lid 3, van hetzelfde decreet. »

HOOFDSTUK VII. — Wijziging van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 15. Artikel 2 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt aangevuld met een punt 26°, luidend als volgt :

« 26° Toe te kennen cursus : het geheel van onderwijsactiviteiten die theoretische cursussen, toepassingsessies, praktische werkzaamheden of activiteiten voor inschakeling in het arbeidsproces kunnen zijn die voorkomen in de minimale uurregelingen, de specifieke uurregelingen en de referentie-uurregelingen, zoals bepaald bij het decreet van 27 februari 2003 tot vaststelling van de academische graden uitgereikt door de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en tot vaststelling van de minimale uurregelingen. »

Art. 16. In artikel 46 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 1 wordt aangevuld als volgt :

« Die maatregel is eveneens van toepassing op de personeelsleden die gedurende het academiejaar 1998-1999 de vereiste bekwaamheidsbewijzen volgens de vroegere regeling hebben verworven. »

2° lid 5 wordt aangevuld met de volgende woorden :

« , alsook de bibliothecarissen van de categorie van het opvoedend hulppersoneel die voor de oprichting van de Hogescholen in dienst zijn getreden. »

3° er wordt een laatste lid toegevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van artikel 4, § 1, tweede lid en van artikel 6, behouden de personeelsleden die vóór 1 februari 1999 in dienst waren en waarvan de cursussen stenotypie, hotelbedrijf of audiologie, cursussen waarvoor er geen universitair curriculum bestaat, als « technische cursussen » volgens de vroegere regeling gerangschikt waren, individueel hun recht op benoeming of aanstelling in vast verband als meesterassistent, zonder bepaling van de toe te kennen cursus, of op uitbreiding van hun benoeming of aanstelling in vast verband. »

Art. 17. In hoofdstuk VII van hetzelfde decreet, wordt het opschrift « Afdeling III. Overgangsbepalingen » vervangen door het volgende opschrift : « Afdeling III. Afwijkings- en overgangsbepalingen ».

Art. 18. In bijlage I van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « of een diploma van gegradueerde van de categorie van de toegepaste kunsten » worden toegevoegd naast de toe te kennen cursus « kunst, cultuur en kunsttechnieken »;

2° de woorden « a. een diploma van het hoger kunstonderwijs van de eerste graad, of b. een diploma van het kunsthoger onderwijs van de eerste graad; » geschrapt naast de toe te kennen cursus « kunst, cultuur en kunsttechnieken »;

3° de woorden « of het diploma van GLSO Opvoeding van onaangepaste kinderen of het diploma van opvoeder » worden toegevoegd naast de toe te kennen cursus « Gespecialiseerd opvoeder »;

4° de woorden « of het diploma van gegradueerde in de fotografie-technieken of het diploma van gegradueerde in de cinematografie-technieken » worden toegevoegd naast de toe te kennen cursus « communicatie »;

5° de woorden « of het diploma gegradueerde in de toegepaste elektronica of het diploma van gegradueerde in de informatica-technologie » worden toegevoegd naast de toe te kennen cursus « elektronica »;

6° de toe te kennen cursus « grafische industrieën » en de vereiste bekwaamheidsbewijzen daarnaast worden vervangen door de volgende toe te kennen cursus en vereiste bekwaamheidsbewijzen :

« grafische industrieën en infografie

a. het diploma van gegradueerde in de grafische industrieën;

b. of het diploma van gegradueerde in de fotomechanica kleuren;

c. het diploma van gegradueerde in de infografie;

d. of het diploma van gegradueerde in de grafische technieken;

e. of het diploma van gegradueerde in de beeldende, visuele en ruimtekunsten ».

7° De volgende toe te kennen cursus en het volgende toe te kennen vereiste bekwaamheidsbewijs worden ingevoegd :

« audiologie

a. het diploma van gegradueerde in de audiologie;

b. het diploma van gegradueerde in de logopedie ».

8° de volgende toe te kennen cursus wordt ingevoegd :

« bouwkunde

a. het diploma van gegradueerde in de bouwkunde »

9° de volgende toe te kennen cursus wordt ingevoegd :

« technologie in de medische beeldvorming

a. het diploma van technoloog in de medische beeldvorming »

10° de volgende toe te kennen cursus wordt ingevoegd :

« informatica

a. het diploma van gegradueerde in de informatica en systemen;

b. het diploma van gegradueerde in de informatica;

c. het diploma van gegradueerde in de beheersinformatica »

11° de volgende toe te kennen cursus wordt ingevoegd :

« podologie-podotherapie ».

a. het diploma van gegradueerde in de podologie-podotherapie

Art. 19. In bijlage 2 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « of het diploma van doctor in de diergeneeskundige wetenschappen of het diploma van doctor in de diergeneeskunde; » worden toegevoegd naast de toe te kennen cursus « landbouwkunde »;

2° de volgende toe te kennen cursus wordt gewijzigd door :

« Kunst, cultuur en kunsttechnieken.

a. een diploma van het kunsthoger onderwijs van het lange type »;

3° de woorden « of het diploma van licentiaat, aangevuld door het brevet van bekwaamheid tot het beheren van een openbare bibliotheek » worden toegevoegd naast de toe te kennen cursus « bibliotheconomie »;

4° de woorden « b. het diploma van de derde graad van het kunsthoger onderwijs en visuele kunsten » worden vervangen door de woorden « een diploma van licentiaat in de beeldende, visuele en ruimtekunsten » naast de toe te kennen cursus « beeldende tekening en opvoeding »;

5° de woorden « het diploma van licentiaat in de politieke wetenschappen » worden toegevoegd naast de toe te kennen cursus « sociale wetenschappen »;

6° de woorden « of het diploma van gegradueerde in de kinesitherapie, aangevuld met het diploma van licentiaat in de volksgezondheidswetenschappen » worden toegevoegd naast de toe te kennen cursus « biomedische wetenschappen »;

7° de woorden « het diploma van licentiaat in de muziek » worden toegevoegd naast de toe te kennen cursus « muziek en muzikale opvoeding »;

8° de volgende toe te kennen cursus wordt ingevoegd :

« grafische industrieën en infografie

a. het diploma van licentiaat in de informatica;

b. of het diploma van licentiaat in de toegepaste communicatie – pers en informatie;

c. of het diploma van licentiaat in de beeldende, visuele en ruimtekunsten »

9° de volgende toe te kennen cursus wordt ingevoegd :

« elektronica

a. het diploma van industrieel ingenieur;

b. of het diploma van burgerlijk ingenieur »

10° de volgende toe te kennen cursus wordt ingevoegd :

« beeldtechnieken

a. een diploma van het hoger onderwijs van het lange type of van het universitair onderwijs dat met de toe te kennen cursus overeenstemt;

b. als er geen bekwaamheidsbewijs bedoeld in punt a. bestaat, het diploma van gegradueerde in de beeldtechnieken of het diploma van gegradueerde in de infografie of het diploma van gegradueerde in de grafische technieken.

TITEL III. — Het kunsthoger onderwijs

HOOFDSTUK I. — Wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs

Art. 20. In artikel 5, lid 1, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, zoals het laatst werd gewijzigd bij het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), worden de woorden « In afwijking van de bepalingen van b) en c) hierboven, » vervangen door de woorden « In afwijking van de bepalingen van b), c) en e) hierboven, ».

Art. 21. In artikel 16 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, A, r), wordt vervangen door de volgende bepaling :

« r) de diensten die het personeelslid vóór 1 september 2002 werkelijk heeft gepresteerd in een instelling voor kunstonderwijs georganiseerd door de Staat of door de Franse Gemeenschap als titularis van een niet-uitsluitend ambt »;

2° § 1, B, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« a) De tijd die het personeelslid vóór 1 september 1977 heeft doorgebracht als titularis van een ambt met onvolledige prestaties in een school van de Staat, van de Kolonie, van een provincie, van een gemeente, van een aan een provincie of een gemeente ondergeschikt bestuur, in een door de Staat of door de Kolonie geïnspecteerde of gesubsidieerde school, of in een instelling voor onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of door de Duitstalige Gemeenschap. ».

Art. 22. In artikel 17, § 3, van hetzelfde besluit, ingevoegd door het koninklijk besluit van 18 april 1977, worden de woorden « of bij de bijzondere vakken » vervangen door de woorden « of bij de bijzondere vakken of bij de kunstvakken ».

HOOFDSTUK II. — Wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, het sociaal personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen

Art. 23. In artikel 10 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, het sociaal personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, zoals het werd gewijzigd, worden de woorden « de bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op de hogere kunstschole » aangevuld met de woorden « met uitzondering van de personeelsleden bedoeld bij artikel 469 van het decreet van 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten) ».

Art. 24. In artikel 11 van hetzelfde besluit, worden de woorden « de bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op de hogere kunstschole » aangevuld met de woorden « met uitzondering van de personeelsleden bedoeld bij artikel 469 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten) ».

Art. 25. In artikel 12 van hetzelfde besluit, worden de woorden « de bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op de hogere kunstschole » aangevuld met de woorden « met uitzondering van de personeelsleden bedoeld bij artikel 469 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten) ».

HOOFDSTUK III. — Wijziging van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs

Art. 26. Artikel 1, § 4, van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« In afwijking van het eerste lid, is ze van toepassing op de personeelsleden bedoeld bij artikel 469 van het decreet van 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten) ».

HOOFDSTUK IV. — Wijziging van de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977

Art. 27. In dezelfde wet wordt een artikel 77bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 77bis. De leden van het onderwijzend personeel van de hogere kunstschole die buiten het onderwijs een beroep van artistieke aard ofwel als zelfstandige ofwel onder een arbeidsovereenkomst uitoefenen, kunnen geen bezoldiging ontvangen voor prestaties in het onderwijs die meer bedragen dan een ambt met volledige prestaties. ».

HOOFDSTUK V. — Wijziging van het koninklijk besluit nr. 63 van 20 juli 1982 houdende wijziging van de bezoldigingsregels van toepassing op het onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs met volledig leerplan en van het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan

Art. 28. In artikel 7, § 3, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 63 van 20 juli 1982 houdende wijziging van de bezoldigingsregels van toepassing op het onderwijzend en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs met volledig leerplan en van het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 269 van 31 december 1983 en bij het decreet van 8 februari 1999, worden de woorden « en van de hogere kunstschole » ingevoegd tussen de woorden « van de hogeschole » en de woorden « ingericht of gesubsidieerd ».

Art. 29. In hetzelfde besluit wordt een artikel 7ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 7ter. § 1. De personeelsleden van de hogere kunstschole die in een ambt van assistent worden aangesteld of aangeworven, overeenkomstig de artikelen 108, § 2, 233, § 2 en 363, § 2, van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten) worden maandelijks bezoldigd. Voor de maanden gedurende welke de maandelijks bezoldiging niet volledig moet worden uitgekeerd, ontvangen ze een dagelijkse bezoldiging die gelijk is aan 1/360ste van de jaarlijkse wedde voor elke dag waarvoor ze worden aangesteld of aangeworven.

De bepalingen van artikel 7, § 1, zijn niet op hen van toepassing. ».

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het kunsthoger onderwijs*

Art. 30. Het laatste lid van artikel 11 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het kunsthoger onderwijs wordt vervangen door de volgende leden :

« In de instellingen die de studies die leiden tot de aggregatie van het hoger secundair onderwijs organiseren, omvatten deze 300 lesuren. De Regering bepaalt de stof voor die studies, regelt er de organisatie en de werking van.

Voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap, bepaalt de Regering de stof van het examen, regelt er de organisatie van, benoemt de voorzitter en de leden van de examencommissie en regelt alles wat de organisatie en de werking ervan betreft. »

Art. 31. § 5 van artikel 14 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende paragraaf :

« Er wordt een graad van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs voor muziek ingesteld.

Die graad wordt toegekend en het diploma in verband daarmee wordt uitgereikt :

1° ofwel door de instelling waarin de studies die daartoe voorbereiden, worden georganiseerd;

2° ofwel door een examencommissie van de Franse Gemeenschap waarvoor het examen wordt afgelegd.

Om de examens die leiden tot het bekomen van de voormelde graad en het voormelde diploma te kunnen afleggen, moet de kandidaat houder zijn van het diploma van licentiaat in de muziek.

In de instellingen die de studies die leiden tot de aggregatie van het hoger secundair onderwijs organiseren, omvatten deze 450 lesuren. De Regering bepaalt de stof voor die studies, regelt er de organisatie en de werking van.

Voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap, bepaalt de Regering de stof van het examen, regelt er de organisatie van, benoemt de voorzitter en de leden van de examencommissie en regelt alles wat de organisatie en de werking ervan betreft. »

Art. 32. § 5 van artikel 19 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende paragraaf :

« Er wordt een graad van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs voor toneelkunst en woordkunsten ingesteld.

Die graad wordt toegekend en het diploma in verband daarmee wordt uitgereikt :

1° ofwel door de instelling waarin de studies die daartoe voorbereiden, worden georganiseerd;

2° ofwel door een examencommissie van de Franse Gemeenschap waarvoor het examen wordt afgelegd.

Om de examens die leiden tot het bekomen van de voormelde graad en het voormelde diploma te kunnen afleggen, moet de kandidaat houder zijn van het diploma van licentiaat in de toneelkunst en de woordkunsten.

In de instellingen die de studies die leiden tot de aggregatie van het hoger secundair onderwijs organiseren, omvatten deze 450 lesuren. De Regering bepaalt de stof voor die studies, regelt er de organisatie en de werking van.

Voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap, bepaalt de Regering de stof van het examen, regelt er de organisatie van, benoemt de voorzitter en de leden van de examencommissie en regelt alles wat de organisatie en de werking ervan betreft. »

Art. 33. Het laatste lid van artikel 23 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende leden :

« In de instellingen die de studies die leiden tot de aggregatie van het hoger secundair onderwijs organiseren, omvatten deze 300 lesuren. De Regering bepaalt de stof voor die studies, regelt er de organisatie en de werking van.

Voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap, bepaalt de Regering de stof van het examen, regelt er de organisatie van, benoemt de voorzitter en de leden van de examencommissie en regelt alles wat de organisatie en de werking ervan betreft. »

Art. 34. Artikel 29 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het kunsthoger onderwijs wordt aangevuld met het volgende lid :

« De vorm en de tekst van de diploma's alsook van hun supplementen worden door de Regering vastgesteld. »

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigingen in het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)*

Art. 35. Artikel 16 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten) wordt aangevuld als volgt :

« Wanneer verschillende gebieden worden georganiseerd, worden de adviezen over de samenstelling van de wervingscommissies, de adviezen over de verslagen van die commissies en de adviezen over de studenten van één enkel gebied uitgebracht door een Optieraad van het bedoelde gebied, die daartoe bijeenkomt. Daarna worden die adviezen aan de pedagogische beheersraad voorgelegd. Wanneer hij van mening is dat hij die adviezen niet kan volgen, verwijst hij ze naar de Optieraad door de verwijzing met redenen te omkleden, en dit, onverminderd het tweede lid van artikel 21. De Optieraad heeft dus 10 werkdagen om nieuwe voorstellen te doen. »

Art. 36. In artikel 17 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de zin « 2 vertegenwoordigers van de assistenten, wanneer dit ambt toegekend is; » wordt vervangen door « 2 vertegenwoordigers van de assistenten, wanneer dit ambt toegekend is, die elk georganiseerd gebied vertegenwoordigen; »;

2° de zin « de leden bedoeld in 6° hebben een plaatsvervanger » wordt vervangen door de zin : « met uitzondering van de leden bedoeld in 1° heeft elk lid een plaatsvervanger, aangesteld of verkozen volgens dezelfde nadere regels als die van de werkende leden ».

Art. 37. In artikel 18 van hetzelfde decreet worden twee nieuwe leden na het derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor de verkiezing van vertegenwoordigers bedoeld in het eerste lid en het derde lid en wanneer verschillende gebieden georganiseerd worden, dient een kiescollege per gebied te worden samengesteld.

Wanneer een leraar of een begeleider zijn ambt op verschillende gebieden binnen de Hogere Kunstschool uitoefent, kiest hij het gebied waarop hij kiezer of, in voorkomend geval, kandidaat is. »

Art. 38. Artikel 54 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende paragraaf :

« § 6. Een specifieke omkadering wordt aan de scholen toegekend voor de organisatie van de aggregatie op basis van de volgende berekening :

Op het einde van elk academiejaar worden de studenten die de graad van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs en het diploma in verband daarmee hebben behaald, geboekt. De uitkomst van de vermenigvuldiging van hun aantal met een coëfficiënt van 0,04 stemt overeen met de omkadering uitgedrukt in betrekkingseenheden die aan de hogere kunstschool worden toegekend voor het volgende academiejaar met de omkadering erbij toegekend overeenkomstig de vorige paragrafen van dit artikel ».

Art. 39. Artikel 464 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« De regelmatige leerlingen van de koninklijke muziekconservatoria die aan het studeren zijn bij de inwerking-treding van dit decreet, worden toegelaten het studiecycclus verder te zetten tot het bekomen van het diploma van pedagogische bekwaamheid en uiterlijk op 31 augustus 2008 ».

Art. 40. In artikel 516 van hetzelfde decreet worden de woorden « op 31 augustus 2003 » vervangen door de woorden « op 31 augustus 2008 ».

Art. 41. In artikel 62, 1°, van hetzelfde decreet, worden de woorden « artikel 4 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 » vervangen door de woorden « artikel 5 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 ».

Art. 42. Artikel 70 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 70. De ambten bedoeld in artikel 69, 5° en 6° worden altijd als hoofdamt uitgeoefend en de ambten bedoeld in artikel 69, 3° en 4° worden ofwel als hoofdamt ofwel als bijamt uitgeoefend met inachtneming van de bepalingen van artikel 5 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs.

De uitoefening van de ambten bedoeld in artikel 69, 1° en 2°, wordt niet onderworpen aan de bepalingen van artikel 5 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs. »

Art. 43. In artikel 72, § 2, van hetzelfde decreet worden de zinnen « De wekelijkse opdracht met volledige prestaties van een lector omvat 20 uren per week. Ze is deelbaar in twintigsten van een opdracht » vervangen door het volgende lid :

« De opdracht met volledige prestaties van een lector omvat 600 uren per jaar. Ze is deelbaar in zes honderdsten van een opdracht. »

Art. 44. Artikel 76 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 76. De ambten bedoeld in artikel 75, 3° en 4°, worden altijd als hoofdamt uitgeoefend en het ambt bedoeld in artikel 75, 2° wordt ofwel als hoofdamt ofwel als bijamt uitgeoefend met inachtneming van de bepalingen van artikel 5 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs.

De uitoefening van het ambt bedoeld in artikel 75, 1°, wordt niet onderworpen aan de bepalingen van artikel 5 van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs. »

Art. 45. In artikel 78 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de zinnen « De wekelijkse opdracht met volledige prestaties van een lector omvat 20 uren per week. Ze is deelbaar in twintigsten van een opdracht. » vervangen door het volgende lid :

« De opdracht met volledige prestaties van een lector omvat 600 uren per jaar. Ze is deelbaar in zes honderdsten van een opdracht. »

Art. 46. In artikel 100, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « door aanstellingsverandering » ingevoegd tussen de woorden « vastbenoemd » en « door mutatie ».

Art. 47. Artikel 101 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met het volgende lid :

« De mandaten van lector, behalve deze die betrekking hebben op de cursussen op de evaluatietabel van de studenten waarvoor geen enkele leraar als tijdelijke of in vast dienstverband wordt aangesteld, worden niet bedoeld in dit artikel. »

Art. 48. In artikel 104, § 1, derde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « van beheer » ingevoegd tussen de woorden « het advies van de Raad » en « pedagogische ».

Art. 49. In artikel 108 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 worden de woorden « bedoeld in artikel 101 » vervangen door de woorden « bedoeld in artikel 100 »;

2° § 2 wordt aangevuld als volgt :

« Voor het schooljaar 2002-2003 en in afwijking van het eerste lid worden de aanstellingen in een ambt van assistent door de Regering uitgevoerd voor een duur van hoogstens één academiejaar. Deze aanstellingen komen niet in aanmerking voor de termijn van de mandaten bedoeld in het eerste lid. »

Art. 50. In artikel 124, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « van beheer » ingevoegd tussen de woorden « het advies van de Raad » en « pedagogische ».

Art. 51. In het Vierde Deel, Titel III, Hoofdstuk II, Afdeling 3 wordt een onderafdeling *3bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Onderafdeling *3bis*. Bijzondere bepalingen die van toepassing zijn op de verlofregeling voor de mandatarissen.

Artikel 124*bis*. Tijdens de duur van het mandaat kan een mandataris :

1° geen verlof krijgen voor onderbreking van de beroepsloopbaan, met uitzondering van de onderbreking van de loopbaan om palliatieve verzorging te verlenen, voor het verlenen van bijstand of verzorging aan een gezinslid of een familielid tot de tweede graad, dat lijdt aan een zware ziekte of bij de geboorte of de adoptie van een kind in het kader van het ouderschapsverlof;

2° geen verlof krijgen wegens opdracht of geen terbeschikkingstelling wegens bijzondere opdracht;

3° geen verlof krijgen voor een stage in een andere betrekking van de overheid, de provincies, de gemeenten, een gelijkgestelde overheidsinstelling, een gesubsidieerde officiële school of een gesubsidieerde vrije school;

4° geen verlof krijgen om zich kandidaat te stellen bij de parlements- of provincieraadsverkiezingen;

5° geen verlof krijgen om lessen te volgen, om zich voor te bereiden om examens af te leggen en om examens af te leggen;

6° geen verlof krijgen om proeven af te leggen bedoeld in het voornoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969;

7° geen verlof krijgen om voorlopig een ander ambt in het onderwijs uit te oefenen;

8° geen verlof krijgen om een ambt uit te oefenen met verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden of geen verlof voor een ambt met verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden, toegekend aan het personeelslid dat ten minste twee kinderen ten laste heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, of geen verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden, toegekend aan een personeelslid dat 50 jaar oud is;

9° geen politiek verlof krijgen;

10° geen terbeschikkingstelling krijgen wegens persoonlijke aangelegenheden;

11° geen terbeschikkingstelling krijgen wegens persoonlijke aangelegenheden die voorafgaat aan het rustpensioen op basis van de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra. »

Art. 52. In artikel 128 van hetzelfde decreet, eerste lid, worden de woorden « voor het bedoelde ambt en de toe te kennen cursussen » ingevoegd tussen de woorden « De Regering benoemt in vast verband het voor onbepaalde tijd tijdelijk aangestelde personeelslid » en de woorden « de grootste dienstanciënniteit, zoals bepaald in artikel 163, telt ».

Art. 53. Artikel 151, derde lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« 11) voor zwangerschap;

12) voor de opvang, met het oog op de adoptie of de uitoefening van een pleegvoogdij;

13) voor ouderschap;

14) om voorlopig een ander ambt in het onderwijs uit te oefenen;

15) voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden toegekend aan het personeelslid dat 50 jaar oud is of dat ten minsten twee kinderen ten laste heeft die niet ouder zijn 14 jaar;

16) om dwingende familiale redenen. »

Art. 54. Artikel 163 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« Voor de toepassing van de bepalingen van dit artikel worden de diensten gepresteerd vóór 1 september 2002 in de inrichtingen voor hoger kunstonderwijs van de 3de graad, in de inrichtingen voor hoger onderwijs van de 3de graad voor de vertoningskunsten en techniek voor de verspreiding, in de inrichtingen voor kunsthooger onderwijs van het korte type en in de koninklijke muziekconservatoria, beschouwd als in een Hogere Kunstschool te zijn gepresteerd. »

Art. 55. In hetzelfde decreet wordt een artikel 163bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 163bis. In afwijking van artikel 163, wordt de dienstanciënniteit, bedoeld in de artikelen 128, 143, 160, § 1, 161 eerste lid en 162, van de personeelsleden die vóór 1 september 2002 ambten hebben uitgeoefend in de inrichtingen voor kunsthooger onderwijs of voor hoger kunstonderwijs, en die tijdens het academiejaar 2002-2003 ambten in Hogere Kunstscholen hebben uitgeoefend, voor zijn gedeelte vóór 1 september 2002, berekend overeenkomstig artikel 39 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van de bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs en onderwijs voor sociale promotie van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, zoals laatst gewijzigd bij het decreet van 20 december 2001 en de artikelen 3sexties en 3septies van het koninklijk besluit van 18 januari 1974 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs en onderwijs voor sociale promotie van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen. »

Art. 56. In artikel 207 van hetzelfde decreet, 8° worden de woorden « voor het bedoelde ambt en de toe te kennen cursussen » ingevoegd tussen de woorden « van een opdracht mogelijk te maken » en de woorden « voor een vastbenoemd onderwijzend personeelslid van dezelfde hogere kunstschool ».

Art. 57. In artikel 207 van hetzelfde decreet, 9° worden de woorden « voor het bedoelde ambt en de toe te kennen cursussen » ingevoegd tussen de woorden « van een opdracht mogelijk te maken voor een voor onbepaalde tijd tijdelijk aangesteld onderwijzend personeelslid van dezelfde hogere kunstschool » en de woorden « van een volledige opdracht of van een deel van een opdracht. »

Art. 58. In artikel 225 van hetzelfde decreet worden de woorden « bij aanstellingsverandering » ingevoegd tussen de woorden « de vastbenoemde personeelsleden » en « bij mutatie ».

Art. 59. Artikel 226 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« De mandaten van lector, behalve deze die betrekking hebben op de cursussen op de evaluatietabel van de studenten waarvoor geen enkele leraar als tijdelijke of in vast dienstverband wordt aangesteld, worden niet bedoeld in dit artikel. »

Art. 60. In artikel 233 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 worden de woorden « bedoeld bij artikel 226 » vervangen door de woorden « bedoeld in artikel 225 »;

2° § 2 wordt aangevuld als volgt :

« Voor het schooljaar 2002-2003 en in afwijking van het eerste lid, worden de aanstellingen in een ambt van assistent door de Inrichtende macht uitgevoerd voor een duur van hoogstens één academiejaar. Deze aanstellingen komen niet in aanmerking voor de termijn van de mandaten bedoeld in het eerste lid. »

Art. 61. In het Vierde Deel, Titel IV, Hoofdstuk II, Afdeling 3 wordt een onderafdeling *3bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Onderafdeling *3bis*. — Bijzondere bepalingen die van toepassing zijn op de verlofregeling voor de mandatarissen.

Art. 251*bis*. Tijdens de duur van het mandaat kan een mandataris :

1° geen verlof krijgen voor onderbreking van de beroepsloopbaan, met uitzondering van de onderbreking van de loopbaan om palliatieve verzorging te verlenen, voor het verlenen van bijstand of verzorging aan een gezinslid of een familielid tot de tweede graad dat lijdt aan een zware ziekte of bij de geboorte of de adoptie van een kind in het kader van het ouderschapsverlof;

2° geen verlof krijgen wegens opdracht of geen terbeschikkingstelling wegens bijzondere opdracht;

3° geen verlof krijgen voor een stage in een andere betrekking van de overheid, de provincies, de gemeenten, een gelijkgestelde overheidsinstelling, een gesubsidieerde officiële school of een gesubsidieerde vrije school;

4° geen verlof krijgen om zich kandidaat te stellen bij de parlements- of provincieraadsverkiezingen;

5° geen verlof krijgen om lessen te volgen, om zich voor te bereiden om examens af te leggen en om examens af te leggen;

6° geen verlof krijgen om proeven af te leggen bedoeld in het voornoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969;

7° geen verlof krijgen om voorlopig een ander ambt in het onderwijs uit te oefenen;

8° geen verlof krijgen om een ambt uit te oefenen met verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden of geen verlof voor een ambt met verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden, toegekend aan het personeelslid dat ten minste twee kinderen ten laste heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, of geen verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden, toegekend aan een personeelslid dat 50 jaar oud is;

9° geen politiek verlof krijgen;

10° geen terbeschikkingstelling krijgen wegens persoonlijke aangelegenheden;

11° geen terbeschikkingstelling krijgen wegens persoonlijke aangelegenheden die voorafgaat aan het rustpensioen op basis van de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra. »

Art. 62. Artikel 278 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« Voor de toepassing van de bepalingen van dit artikel worden de diensten gepresteerd vóór 1 september 2002 in de inrichtingen voor hoger kunstonderwijs van de 2de graad en in de inrichtingen voor kunsthoger onderwijs van het korte type beschouwd als in een Hogere Kunstschool gepresteerd te zijn geweest. »

Art. 63. In hetzelfde decreet wordt een artikel 278*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 278*bis*. In afwijking van artikel 278 wordt de dienstanciënniteit, bedoeld in de artikelen 255, tweede lid, 261, 275, § 1, 276 en 277, van de personeelsleden die vóór 1 september 2002 ambten uitgeoefend hebben in de inrichtingen voor kunsthoger onderwijs of voor hoger kunstonderwijs, en die tijdens het academiejaar 2002-2003 ambten in de Hogere Kunstschole hebben uitgeoefend, voor zijn gedeelte vóór 1 september 2002, berekend overeenkomstig artikel 34 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs en artikel 7 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het gesubsidieerd officieel gewoon en buitengewoon onderwijs en kunstonderwijs. »

Art. 64. In artikel 355, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « door aanstellingsverandering » ingevoegd tussen de woorden « in vast verband aangeworven personeelsleden » en « door mutatie ».

Art. 65. Artikel 356 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« De mandaten van lector, behalve deze die betrekking hebben op de cursussen op de evaluatietabel van de studenten waarvoor geen enkele leraar als tijdelijke of in vast dienstverband wordt aangesteld, worden niet bedoeld in dit artikel. »

Art. 66. Artikel 363, § 2, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« Voor het jaar 2002-2003 en in afwijking van het eerste lid worden de aanstellingen in een ambt van assistent door de Inrichtende macht uitgevoerd voor een duur van hoogstens één academiejaar. Deze aanstellingen komen niet in aanmerking voor de termijn van de mandaten bedoeld in het eerste lid. »

Art. 67. In het Vierde Deel, Titel V, Hoofdstuk II, Afdeling 3 wordt een onderafdeling *3bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Onderafdeling *3bis*. — Bijzondere bepalingen die van toepassing zijn op de verlofregeling voor de mandatarissen.

Art. 381*bis*. Tijdens de duur van het mandaat kan een mandataris :

1° geen verlof krijgen voor onderbreking van de beroepsloopbaan, met uitzondering van de onderbreking van de loopbaan om palliatieve verzorging te verlenen, voor het verlenen van bijstand of verzorging aan een gezinslid of een familielid tot de tweede graad, dat lijdt aan een zware ziekte of bij de geboorte of de adoptie van een kind in het kader van het ouderschapsverlof;

2° geen verlof krijgen wegens opdracht of geen terbeschikkingstelling wegens bijzondere opdracht;

3° geen verlof krijgen voor een stage in een andere betrekking van de overheid, de provincies, de gemeenten, een gelijkgestelde overheidsinstelling, een gesubsidieerde officiële school of een gesubsidieerde vrije school;

4° geen verlof krijgen om zich kandidaat te stellen bij de parlements- of provincieraadsverkiezingen;

5° geen verlof krijgen om lessen te volgen, om zich voor te bereiden om examens af te leggen en om examens af te leggen;

6° geen verlof krijgen om proeven af te leggen bedoeld in het voornoemde koninklijk besluit van 22 maart 1969;

7° geen verlof krijgen om voorlopig een ander ambt in het onderwijs uit te oefenen;

8° geen verlof krijgen om een ambt uit te oefenen met verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden of geen verlof voor een ambt met verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden, toegekend aan het personeelslid dat ten minste twee kinderen ten laste heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, of geen verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden, toegekend aan een personeelslid dat 50 jaar oud is;

9° geen politiek verlof krijgen;

10° geen terbeschikkingstelling krijgen wegens persoonlijke aangelegenheden;

11° geen terbeschikkingstelling krijgen wegens persoonlijke aangelegenheden die voorafgaat aan het rustpensioen op basis van de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra. »

Art. 68. Artikel 410 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« Voor de toepassing van de bepalingen van dit artikel worden de diensten gepresteerd vóór 1 september 2002 in de inrichtingen voor hoger kunstonderwijs van de 2de graad, in de inrichtingen voor hoger onderwijs van de derde graad van de vertoningskunsten en technieken voor de verspreiding, in de inrichtingen voor kunsthoger onderwijs van het korte type en in het Instituut voor Kerkmuziek en muziekpedagogie beschouwd als in een Hogere Kunstschool te zijn gepresteerd. »

Art. 69. In hetzelfde decreet wordt een artikel 410*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 410*bis*. In afwijking van artikel 410 wordt de dienstanciënniteit, bedoeld in de artikelen 385, 391, 407, 408 en 409, van de personeelsleden die vóór 1 september 2002 ambten hebben uitgeoefend in de inrichtingen voor kunsthoger onderwijs of voor hoger kunstonderwijs en die tijdens het academiejaar 2002-2003 ambten in de Hogere Kunstscholen hebben uitgeoefend, voor zijn gedeelte vóór 1 september 2002, berekend overeenkomstig artikel 47 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs en artikel 11 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 augustus 1995 tot regeling van de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking, de reffectatie en de wachtweddetoelage in het vrij gesubsidieerd gewoon secundair onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en kunstonderwijs. »

Art. 70. Artikel 458 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de twee volgende leden :

« Het eerste lid is van toepassing op het geheel van de in artikel 461, § 1 bedoelde personeelsleden die in een niet-uitsluitend ambt worden vastbenoemd, en die niet gekozen hebben voor het behoud van het niet-uitsluitend karakter van hun ambten. Ze zullen worden geacht in vast dienstverband te zijn benoemd met uitwerking vanaf 1 september 2002 ten belope van het aantal uren cursussen die ze tijdens het academiejaar 2001-2002 gepresteerd hadden, met inbegrip van de bijkomende uren gepresteerd met toepassing van artikel 13 van het koninklijk besluit van 25 juni 1973 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toelating van de leerlingen en van de duur van de lessen in de Koninklijke Muziekconservatoria. »

Art. 71. Artikel 461 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, eerste lid worden de woorden « een ander ambt in het onderwijs, een statutair ambt of een ambt als werknemer uitoefenen » vervangen door de woorden « die een bezoldiging of een pensioen genieten in hoofde van een ander ambt in het onderwijs, een statutair ambt of een ambt als werknemer »;

2° de volgende paragraaf wordt toegevoegd :

« § 5. Voor de toepassing van de bepalingen betreffende de berekening van de dienstanciënniteit bedoeld in artikel 163 worden de titularissen van een niet-uitsluitend ambt beschouwd als een ambt met volledige dienstprestaties te hebben uitgeoefend, onafhankelijk van het urenvolume van de opdracht uitgeoefend vóór de inwerkingtreding van dit decreet. »

Art. 72. In artikel 466 van hetzelfde decreet worden de woorden « overeenkomstig artikel 101 » vervangen door de woorden « overeenkomstig artikel 100 ».

Art. 73. Artikel 471 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 471. Zolang de artikelen 151, 152, 153, 156, 270 en 403 niet worden toegepast bij specifieke bepalingen, genieten de personeelsleden verloven en bevinden ze zich in een stand van non-activiteit of worden ze ter beschikking gesteld overeenkomstig de decreets- en verordeningsbepalingen die van toepassing zijn op de bestuurs- en onderwijzende personeelsleden onderworpen aan het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen. »

TITEL IV. — Aanvullende bepalingen

Art. 74. In artikel 5*bis*, § 1, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid wordt een letter *f*) toegevoegd, luidend als volgt :

« *f*) inrichtende machten die de inrichtingen voor kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan organiseren. »;

2° In het tweede lid, 1° worden de woorden « en de buitengewone secundaire scholen » vervangen door de woorden « , de buitengewone secundaire scholen en de inrichtingen voor kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan. ».

Art. 75. In artikel 32, § 2, van dezelfde wet wordt een nieuw lid toegevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van het eerste lid wordt het bedrag van de per regelmatige leerling verleende werkingskosten in de Hogere Kunstscholen, in de hoge instituten voor architectuur en in het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, vanaf het jaar 2003 vastgesteld op het bedrag toegekend voor het jaar 2002 zoals bepaald in artikel 21, tweede lid van het decreet van 12 juli 2001 waarbij de materiële omstandigheden van de inrichtingen van het basis- en secundair onderwijs worden verbeterd, aangepast volgens de verhouding van het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen tussen 1 januari van het betrokken jaar en 1 januari 2002. »

Art. 76. § 1. Als bijlage 2 van het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van het bestuurs- en toegevoegd personeel, het administratief personeel, het hulppersoneel voor onderzoek, het beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, het paramedisch en gespecialiseerd personeel van de universiteiten en universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap worden de woorden « Eerste tekenaar » toegevoegd onder de woorden « eerste werkopzichter » naast de nieuwe graad « eerste gespecialiseerd beambte ».

§ 2. In dezelfde bijlage worden de woorden « Hoofdtekenaar » geschrapt van de nieuwe graad « Eerste eerstaanwendend gespecialiseerd beambte » en verplaatst onder de woorden « Eerste hoofdwerkopzichter » naast de nieuwe graad « Hoofd-gespecialiseerd beambte ».

Art. 77. In het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van het bestuurs- en toegevoegd personeel, het administratief personeel, het hulppersoneel voor onderzoek, het beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, het paramedisch en gespecialiseerd personeel van de universiteiten en universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap wordt een artikel 69bis ingevoegd, luidend als volgt :

« De verlofregeling die van toepassing is op de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap is van toepassing op de personeelsleden bedoeld in dit besluit.

Nochtans worden de bij deze bepalingen aan de minister of aan de secretaris-generaal of aan de bestuurschefs of aan de Directieraad verleende bevoegdheden uitgeoefend door de raad van bestuur. »

TITEL V. — Inwerkingtreding

Art. 78. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2003, met uitzondering van de artikelen 20 tot 29 en 41 tot 73 die uitwerking hebben vanaf 1 september 2002, van artikel 18, 3° dat uitwerking heeft vanaf 1 januari 1999 en van de artikelen 28, 76 en 77 die uitwerking hebben vanaf 1 januari 2003.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 maart 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,

C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn,

belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Lasten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Begroting,

M. DAERDEN

De Minister van Kunsten, Letteren en de Audiovisuele Sector,

O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 486-1. — Commissieamendementen, nr. 486-2. — Verslag, nr. 486-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 17 februari 2004.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 1357

[C - 2004/29119]

3 MARS 2004. — Décret modifiant le décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations (1)

Le Parlement a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. § 1^{er}. A l'article 1^{er}, § 1^{er}, 4°, du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations, les mots « utiliser les méthodes et les techniques les mieux adaptées aux besoins de son public potentiel et à la réalisation de l'objectif défini au 2° » sont remplacés par : « utiliser les méthodes et les techniques les mieux adaptées aux besoins de son public potentiel et à la réalisation de l'objectif défini au 3° ».

§ 2. A l'article 1^{er}, § 2, 1°, les mots « exercer des activités correspondant à l'objectif défini au § 1^{er}, 2° » sont remplacés par : « exercer des activités correspondant à l'objectif défini au § 1^{er}, 3° ».

A l'article 1^{er}, § 2, 2°, les mots « conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique » sont remplacés par : « conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations ».

A l'article 1^{er}, § 2, 3°, les mots « dont un des membres est, à temps plein, animateur coordonnateur qualifié agréé par la sous-commission de qualification visée aux articles 37 à 39 », ainsi que le 2e alinéa, sont supprimés.